

ZOOM SUR...

LOGEMENTS PÉRIPHÉRIQUES

Aux Pays-Bas, les marginaux qui ne sont pas assez « dérangés » pour être internés et pas assez socialisés pour résider dans des logements sociaux ou des foyers sont relogés dans des préfabriqués à la périphérie des villes. Une solution ultime qui leur évite de se retrouver à la rue.

PAR FRÉDÉRIC BRILLET PHOTOS STEVEN WASSENAAR

Tiens, écoute ça, Daft Punk, j'adore!» La musique électronique, le hard rock, la variété... Peter a des goûts musicaux très éclectiques qu'il tient à faire partager en montant le son au maximum. Les murs vibrent, Peter ouvre une bière, improvisant une petite fête... Cette fâcheuse habitude lui a valu de se faire expulser de son logement social il y a presque trois ans. Au grand soulagement des riverains, qui se souviennent de «bruit et de cris», le service social de Tilbourg, une ville du sud des Pays-Bas, l'a obligé à quitter son deux pièces situé dans une rue coquette du centre pour le reloger dans un mobile-home spartiate en périphérie. Ici, les manies, l'allure négligée et les délires de cet ancien prothésiste dentaire de 50 ans ne dérangent plus personne, pas même ses nouveaux voisins. Et pour cause, Peter a été transféré dans une «skæve huse», un terme qui signifie en danois «maison pour gens bizarres». Inventé il y a vingt ans au Danemark, ce système d'hébergement se diffuse à partir de 2006 aux Pays-Bas, en pointe dans le traitement social des marginaux.

Le principe? Mettre à l'écart tous ceux qui troublent le voisinage, généralement parce qu'ils cumulent des problèmes psychologiques et de toxicomanie. Pas assez délinquants ou dangereux pour aller en prison, pas assez malades pour aller à l'hôpital, pas assez socialisés pour vivre dans des foyers communautaires, ils sont cependant trop dérangeants pour demeurer dans des logements sociaux ordinaires. Quand bien même ils paient leurs loyers avec leurs allocations de chômage ou d'invalidité,

« Tout le monde approuve ces programmes, sauf ceux qui savent que le camp doit s'installer en bas de chez eux. »

ils tendent en effet à faire fuir les locataires «normaux». Pour mettre fin à ce paradoxe tout en évitant d'accroître le nombre de SDF, sept villes néerlandaises déjà ont ouvert, entre 2006 et 2014, des *skæve huse*, qui hébergent au total une quarantaine de personnes. Et une douzaine d'autres municipalités envisagent de le faire.

Cette solution, qui constitue le dernier recours avant la rue, satisfait généralement les résidents. Karin, la voisine de Peter, se déclare contente d'avoir trouvé au printemps 2014 cet endroit tranquille pour se poser, ce qui l'a aidé à arrêter la cocaïne. «*J'ai dû déménager une cinquantaine de fois dans ma vie, j'en avais assez. Je payais mon loyer, mais on me chassait à cause de disputes. Par exemple, mon fils se faisait taper par d'autres enfants, je me mettais en colère et m'en prenais à leurs parents...*» confesse cette mère psychologiquement instable de 49 ans, qui vit seule depuis le départ de son fils.

Bien que faisant l'objet d'un consensus tant dans l'opinion publique que dans la classe politique, les *skæve huse* se voient freinées dans leur développement par la difficulté à trouver des emplacements appropriés. Ainsi, le bail du camp de Tilbourg arrivant à échéance, la mairie a annoncé son transfert en 2015 dans un quartier populaire du nord de la ville, au grand mécontentement de Fer Finders, un consultant Internet qui y réside. «*On a déjà des problèmes de drogue dans le quartier, ça va attirer plus de trafiquants... Des centaines d'enfants fréquentent le stade et le centre sportif juste à côté de l'emplacement prévu. Et puis, ils vont détruire des maisons pour y installer des containers, ça va être moche.*» Ce père de famille a tenté de mobiliser les riverains pour bloquer le transfert. En vain. «*Beaucoup sont des immigrés qui ne parlent pas bien le néerlandais, ils ne mesurent pas les conséquences.*» Si Fer Finders a perdu son combat, les résidents de quartiers plus favorisés parviennent plus facilement à s'organiser, allant jusqu'à solliciter des avocats pour faire capoter les projets.





Des villes néerlandaises ont banni des marginaux, drogués et locataires à problèmes. Nico, 50 ans, ne dérange plus personne dans sa baraque en périphérie d'Arnhem. Henk, lui, vit depuis 2011 dans son studio de béton armé, à Maastricht. Pour compléter ses allocations, il collecte des métaux à recycler.

Ce type d'attitude n'étonne guère les gestionnaires de RIWB, le service social qui gère la *skæve huse* de la ville d'Arnhem. «*Tout le monde approuve ces programmes, sauf ceux qui savent que le camp doit s'installer en bas de chez eux*», constate Sandra Fafianie, manager local de RIWB. Pour dissiper les craintes des riverains, le service social d'Arnhem a multiplié les précautions. D'abord l'emplacement a été soigneusement choisi: dissimulé dans un bosquet de la périphérie entre une voie rapide et un vaste parking désert, plus éloigné des habitations que celui de Tilbourg, le camp a fini par se faire accepter. «*Cet emplacement isolé est idéal, nous y accueillons cinq résidents au maximum et organisons une réunion annuelle pour échanger avec les gens du quartier. Chaque Noël, certains viennent même leur apporter des cadeaux*», précise Dennis, un assistant social d'Arnhem.

Décalés et solitaires

Ouvert en 2008, le camp d'Arnhem héberge des marginaux très désocialisés qui ne peuvent vivre qu'en solitaires dans des bungalows individuels tant ils sont incapables de se plier aux règles de la vie en collectivité. C'est le cas de Nico, un homme ventru au physique d'Obélix qui ne s'est jamais complètement remis de l'absorption il y a deux décennies d'une surdose de «*potion magique*» à la composition incertaine. Sur la porte de son logement, ce quinquagénaire, qui a passé plus de dix ans dans la rue et semble avoir oublié l'usage de la douche, a d'ailleurs apposé une pancarte en néerlandais pour annoncer la couleur: «*Prière de ne pas me déranger, je le suis déjà.*» Volubile et malicieux, il montre avec fierté son élevage de poules récemment décimé par un renard. Et ce au grand soulagement des assistants sociaux qui ne cessent de le refréner dans ses tentatives de «*business*» en tous genres: avant la volaille, Nico a en effet monnayé l'usage de sa machine à laver à des SDF, sous-loué son logement,

improvisé des fêtes dans son mobile-home et vendu, distribué ou partagé toutes sortes de substances... «*Je ne sais pas dire non quand on me demande quelque chose*», confesse-t-il avec un grand sourire. Reste que ces initiatives font venir au camp des visiteurs pas très recommandables, qui ont valu à Nico deux expulsions à titre temporaire. Plus sage et réservé, son voisin Michel est l'artiste du groupe: il oublie ses problèmes en dessinant des graffitis sur son logement et des bandes dessinées qu'il vend sur la voie publique. Les deux autres résidents rechignent aux contacts avec l'extérieur. La plupart sont voués à demeurer là indéfiniment, du fait de leur allure, de leur style de vie, de leurs problèmes psychologiques et d'addiction.

Ces programmes demandent un gros investissement financier et humain. Tout compris (logement, nourriture, vêtements, soins médicaux...), chaque résident d'Arnhem coûte 56000 euros par an à la collectivité. Très présent sur le site, le personnel de RIWB doit déployer de gros efforts pour des progrès limités: il faut négocier longuement pour persuader les résidents d'utiliser la douche installée dans leur logement, de modérer leur consommation de drogue et d'alcool, de prendre leurs médicaments, de voir un psy ou de respecter un minimum de règles. C'est justement le rapport coût-efficacité de ce programme qui interpelle Michel Vols, sociologue à l'université de Groningue. Comme en France, la justice est lente aux Pays-Bas. Résultat, «*les victimes partent souvent avant les auteurs de trouble car cinq ans peuvent s'écouler avant que l'ordre d'expulsion ne soit exécuté*». Mieux vaudrait, selon le chercheur, faire comme au Royaume-Uni, où la justice intervient rapidement avec des sanctions progressives et dissuasives. Ce système favorise par ricochet le maintien des perturbateurs dans des logements normaux et améliore leurs chances de réhabilitation à moindre coût. Encore faut-il que leurs voisins aient la patience de les supporter... ■